

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 28/05/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MLPC International SA**

209 avenue Charles Despiau  
40370 Rion-Des-Landes

Références : -

Code AIOT : 0005201806

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement MLPC International SA implanté 209, Avenue C. Despiau 40370 Rion-des-Landes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MLPC International SA
- 209, Avenue C. Despiau 40370 Rion-des-Landes
- Code AIOT : 0005201806
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société MLPC est un des leaders mondiaux dans la production d'auxiliaires pour l'industrie du caoutchouc. La commercialisation de l'ensemble des produits est assurée par le siège social de RION-DES-LANDES. Les sites de production de RION-DES-LANDES et de LESGOR ont pour mission d'assurer la fabrication, le stockage et l'expédition des produits.

Elle est une filiale du groupe ARKEMA, un des leaders mondiaux de la chimie de spécialité.

Le site de Rion-des-Landes est classé SEVESO Seuil Haut (SSH) pour l'emploi et le stockage de produits toxiques et de produits dangereux pour l'environnement classés selon la mention de danger H400 « Très toxique pour les organismes aquatiques ».

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejets dans le milieu naturel	AP Complémentaire du 06/09/2323, article 3.1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
3	Optimisation de la station épuration O'Rion	AP Complémentaire du 06/09/2323, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Surveillance environnementale de l'impact du rejet	AP Complémentaire du 06/09/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 20/07/2021, article 3.2.2	Sans objet
4	Autosurveillance des rejets	AP Complémentaire du 20/07/2021, article 3.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place une station de traitement des effluents, dénommée O'Rion, afin de répondre aux exigences de l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) de 2023. Cette installation a permis une amélioration de la qualité des rejets, notamment une réduction des concentrations en cyanures. Toutefois, les traitements actuellement en place ne permettent pas de respecter l'ensemble des valeurs limites d'émission prescrites par l'APC.

Afin de remédier à cette non-conformité, l'exploitant a transmis un échéancier détaillant la mise en œuvre progressive de nouveaux procédés de traitement.

Compte tenu de la persistance du dépassement des valeurs limites réglementaires et de l'échéancier transmis, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites de son arrêté préfectoral complémentaire dans un délai de douze mois.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan des réseaux**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/07/2021, article 3.2.2

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à jour
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis à jour le plan des réseaux ERI et pluviaux le 24 juillet 2025, suite aux cessations d'activité partielles du site. Le plan n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection. Sur le terrain, les réseaux ERI observés de manière aléatoire étaient cohérents avec le plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Rejets dans le milieu naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/09/2323, article 3.1			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des eaux résiduaires			
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions de l'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2021 sont modifiées et remplacées comme suit : l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur :n°2-ERI			
Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière -échantillon 24h	Flux maximal journalier
MES	1305	35 mg/l	6 kg/j
DCO	1314	300 mg/l	20 kg/j
DBO5	1313	100 mg/l	2 kg/j
Azote	1551		5 kg/j
Phosphore total	1350	1 mg/l	
Cyanures totaux	1390		

Aniline		0.1 mg/l si flux >1g/j	0.03 kg/j en étiage 0.3 kg/j hors étiage
Indice phénol	1440	0.3 mg/l si flux >3g/j	
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l si flux >100g/j	
Trichlorométhane (Chloroforme)	1135	50 µg/l si flux >2g/j	
Zinc et ses composé (en Zn)	1383	0.3 mg/l	0.15 kg/j
Mercure et ses composés	1387	0.011 mg/l	0.001 kg/j
Arsenic et ses composés	1369	0.025 mg/l	0.008 kg/j
Nickel et ses composés	1386	0.05 mg/l	0.07 kg/j
Manganèse et composés	1394	1 mg/l si flux > 10 g/j	
Etain et ses composés	1380	2 mg/l si flux >10 g/j	
Cadmium et ses composés	1388	0.013 mg/l	0.001 kg/j
Plomb et ses composés	1382	0.1 mg/l	0.01 kg/j

Chrome hexavalent et composés (CR6+)	1371	0.050 ug/l si flux >1g/j	
Chrome et ses composés	1389	0.025 mg/l	0.03 kg/j
Cuivre et ses composés	1392	0.15 mg/l	0.01 kg/j
Fer, aluminium et composés	7714	5 mg/l si flux >20 g/j	
C o m p o s é s o r g a n i q u e s halogénés (en AOX) ou halogènes des c o m p o s é s o r g a n i q u e s absorbables (AOX)	1106	1 mg/l si flux >30g/j	

#### Constats :

Suite à l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 6 septembre 2023, l'exploitant a conduit une étude technico-économique (ETE) et a réalisé des travaux (fin des travaux en septembre 2024) afin de mettre à jour son système de traitement des effluents.

Au regard des valeurs relevées dans le rapport de la visite d'inspection du 14 juin 2023, l'optimisation de la station de traitement depuis septembre 2023 a permis de diminuer les valeurs maximales des paramètres CNTot et DBO5. Par ailleurs, le nombre de dépassements en DCO a diminué.

En revanche, la consultation des données d'autosurveillance saisies dans GIDAF indique que, sur la période de janvier 2024 à mars 2025, il persiste des dépassements de VLE pour les paramètres suivants :

- CNTot : valeur maximale restituée sur la période de 15 mg/l au lieu de 0,1 mg/l et 1,2 kg/j au lieu de 0,001 kg/j (nombre de dépassements : 100 %).
- DBO5 : valeur maximale restituée sur la période de 120 mg/l au lieu de 100 mg/l, en dépassement régulier (nombre de dépassements : 4 %).
- DCO : valeur maximale restituée sur la période de 486 mg/l au lieu de 300 mg/l (nombre de dépassements : 11 %).

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est mis en demeure de respecter l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BDLIT n°2023-557 en date du 06 septembre 2023 dans un délais de 12 mois.</p> <p>Le délais est justifié par les étapes techniques du calendrier présenté par l'exploitant et le fait que le niveau de rejet, bien que non conforme, n'est plus responsable d'un déclassement de la masse d'eau au sens de la Directive Cadre sur l'Eau. A noter que pour le cyanure le rejet conduit à flirter avec la PNEC (Predicted No Effect Concentration) dans le milieu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

### N° 3 : Optimisation de la station épuration O'Rion

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/09/2323, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les premiers justificatifs de l'avancement de l'optimisation de la station d'épuration O'Rion sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois puis 6 mois après la mise en exploitation de la station d'épuration.</p> <p>Le rapport des travaux finaux relatif à l'optimisation de la station d'épuration sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 an maximum à compter de la publication du présent arrêté. Le rapport susvisé comprends l'ensemble des justificatifs relatifs au suivi de l'exploitation de la station d'épuration et les résultats des analyses réalisés conformément à la réglementation en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté, le 24 janvier 2025, un point d'étape sur les avancées du projet d'optimisation de la station de traitement O'Rion. Il a notamment indiqué que la mise en œuvre de ce projet a permis une diminution des concentrations en cyanures dans les effluents. Malgré cette amélioration, les valeurs mesurées restent supérieures à la valeur limite d'émission prescrite. L'exploitant fait état de difficultés persistantes dans le traitement de ce paramètre, malgré la mise en œuvre et l'évaluation de plusieurs procédés, parmi lesquels le dopage au cuivre, l'ozonation, l'utilisation de fibres échangeuses d'ions et le charbon actif.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les nouveaux procédés qu'il envisage de mettre en œuvre pour atteindre la valeur limite d'émission. Ces procédés ont été testés en laboratoire. Il ressort que l'optimisation du système d'ozonation à un pH plus basique ou l'ajout de javel permettrait d'atteindre les valeurs cibles.</p> <p>L'exploitant a transmis, le 7 mai 2025, l'échéancier de la mise en place des essais à l'échelle industrielle, ainsi que les délais relatifs aux résultats analytiques, à l'étude technique de l'installation des traitements et aux démarrages des nouveaux procédés.</p> <p>L'exploitant propose trois nouveaux traitements :</p>

- **Ozonation en milieu alcalin**
  - Essais : mai à juin 2025
  - Résultats et étude technique : juin à décembre 2025
  - Mise en place et démarrage : novembre 2025 à juillet 2026
- **Recyclage des eaux déjà traitées**
  - Essais : juin à août 2025
  - Résultats et étude technique : août à décembre 2025
  - Mise en place et démarrage : décembre 2025 à mai 2026
- **Ajout de javel**
  - Essais : septembre à novembre 2025
  - Résultats et étude technique : septembre 2025 à avril 2026
  - Mise en place et démarrage : février 2026 à septembre 2026

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet, dans un délai de 15 jours, les coûts relatifs à la mise en place des traitements susmentionnés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 4 : Autosurveillance des rejets**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/07/2021, article 3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Périodicité de mesure

**Prescription contrôlée :**

**Référence du rejet vers le milieu récepteur :** N°2 -ERI (Cf. repérage du rejet au paragraphe 3.3.5 du présent arrêté)

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Débit		Continu	Journalière	Mensuelle
pH		Continu	Journalière	Mensuelle
MES	1305	Moyen 24h	Journalière	Mensuelle



DCO	1314	Moyen 24h	Journalière	Mensuelle
DBO5	1313	Moyen 24h	Hebdomadaire	Mensuelle
Azote <sup>1</sup>	1551	Moyen 24h	Hebdomadaire	Mensuelle
Phosphore total	1350	Moyen 24h	Semestrielle	Semestrielle
Cyanures totaux	1390	Moyen 24h	Hebdomadaire	Mensuelle
Aniline		Moyen 24h	Hebdomadaire	Mensuelle
Toxicité DNSE <sub>D</sub>		Moyen 24h	Mensuelle	Mensuelle
Indice phénol	1440	Moyen 24h	Mensuelle	Mensuelle
Hydrocarbure Totaux	7009	Moyen 24h	Mensuelle	Mensuelle
Trichlorométhane (Chloroforme)	1135	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
Mercure et ses composés*	1387	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
Arsenic et ses composés	1369	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle

Nickel et ses composés (en Ni)	1386	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
Manganèse et composés (en Mn)	1394	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
Etain et ses composés (en Sn)	1380	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
Cadmium et ses composés*	1388	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
C h r o m e hexavalent et composés (en Cr6+)	1371	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
C o m p o s é s organiques halogénés (en	1106	Moyen 24h	Semestrielle	Semestrielle

A O X ) ou halogènes des c o m p o s é s o r g a n i q u e s a b s o r b a b l e s (A O X)				
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>En salle :</b>  Les paramètres suivants sont contrôlés par le laboratoire interne : MES, DCO, azote global, aniline et indice phénol.  Les autres paramètres sont analysés par un laboratoire externe accrédité et agréé pour l'ensemble des paramètres concernés.  L'exploitant a présenté les derniers rapports d'analyse, datés du 1er avril 2025 et du 9 avril 2025, ainsi que le tableau de suivi des analyses réalisées en interne. Les périodicités de mesure n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.  Le tableau de suivi des analyses internes est renseigné manuellement par les opérateurs. Les résultats sont d'abord consignés dans le cahier de suivi du laboratoire.</p> <p><b>Sur le terrain :</b>  Les résultats présentés en salle dans le tableau de suivi et ceux consignés dans le cahier de suivi du laboratoire étaient cohérents (contrôle aléatoire, non exhaustif).  Le débit était suivi en continu au niveau du poste de travail de la station de traitement. Il était d'environ 4,7 m<sup>3</sup>/h, soit 112,8 m<sup>3</sup>/j, et restait inférieur à la valeur limite de 310 m<sup>3</sup>/j.</p>				
Type de suites proposées : Sans suite				

**N° 5 : Surveillance environnementale de l'impact du rejet**

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/09/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi biologique et faunistique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise en plus de son auto-surveillance, sur une période de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, une surveillance trimestrielle du milieu en amont et en aval de son point de rejet suivant les paramètres biologiques caractérisants l'état milieu récepteur (exemple : IBGN, indice poisson, macrophyte,...).</p> <p>L'exploitant présentera, en préambule de la première campagne d'analyses, son plan de surveillance milieu à l'inspection pour validation. Il comprendra notamment la localisation des points de prélèvements et la justification des paramètres biologiques choisis.</p> <p>L'exploitant est tenu de présenter à l'inspection des installations classée sous 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation une analyse et une interprétation des résultats des différents prélèvements effectués sur le milieu naturel au point de rejet N°2 ERI selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux amont/aval en vue d'identifier un</p>

<p>éventuel impact environnemental des flux émis par l'installation . Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zone amont) et les valeurs de référents environnementales pour la qualification du bon état des masses d'eau est à prendre en considérations pour l'évaluation de l'impact milieu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place une autosurveillance et a transmis le plan de surveillance en date du 27 octobre 2023. Ce plan n'appelait pas de remarque de la part de l'inspection. Cependant, l'exploitant n'a pas transmis le rapport de synthèse annuel pour l'année 2024, comme prévu dans le calendrier du plan d'autosurveillance.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra, sous un mois, le rapport de synthèse annuel pour l'année 2024, conformément au calendrier du plan d'autosurveillance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>